
Projet « renforcement de la gouvernance démocratique au Mali »



**FORUM MULTI-ACTEURS
SUR LA GOUVERNANCE AU MALI**

forummultiacteurs@yahoo.fr /

www.forum-gouvernance-mali.org

Tel : (00223) 20 20 63 30/ 76 42 02 80/ 66 68 26 36

Bamako - Mali

Rapport du Forum National

15-16 Mai 2013

Salle Wa Kamissoko du CICB

**Thème : « Pour une paix durable au Mali : quelles approches de
Réconciliation nationale »**

Mai 2013

Table des Matières

Table des Matières.....	2
Sigles et Abréviations.....	3
I. Introduction.....	4
1.1. Rappel du Contexte.....	4
1.2. Objectifs et résultats de la séance.....	5
1.2.1. Objectifs.....	5
1.2.2. Résultats attendus.....	6
II. Déroulement et Résultats des travaux.....	7
2.1. Cérémonie d’ouverture.....	7
2.2. Présentation des participants.....	8
2.3. Exposés des thématiques et débats du forum national.....	8
2.4. Résumé des observations et des préoccupations.....	10
2.5. Synthèse des travaux de groupe	11
2.5.1. Synthèse des travaux du groupe I : Causes de la crise.....	11
2.5.2. Les éléments favorisant la vérité, la justice et la réparation.....	13
2.5.3. Les garantie de non récurrence.....	14
II. Cérémonie de clôture.....	15
Annexe.....	17
Annexe1 : Programme Indicatif du forum.....	17
Annexe 2 : Mandat des travaux de groupe.....	18
Annexe3 : Liste des participants au forum national sur la paix et réconciliation.....	19-27

Liste des Sigles et Abréviations

Sigles	Définitions
ARGA	Alliance Pour Refonder la Gouvernance en Afrique
ANCAR DINE	Le Groupe Islamique Armée
AQMI	Al Quaïda au Magreb Islamique
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
MNLA	Mouvement National de Libération de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest
FMA	Forum Multi-Acteurs

I. INTRODUCTION

1.1. Rappel Du Contexte

Depuis les évènements de janvier 2012, le Mali connaît une crise sans précédent dont la résolution nécessite les efforts conjugués de l'ensemble de la société malienne.

Autour de l'Etat, et en accord avec la communauté internationale, il importe que toutes les catégories d'acteurs - *particulièrement la société civile* - se mobilisent pour un retour rapide à « une normalité républicaine ».

C'est dans cette perspective que le Forum multi-acteurs (FMA), première composante du Projet « Renforcement de la Gouvernance Démocratique au Mali », met en œuvre une stratégie globale de sortie de crise avec l'appui méthodologique et technique de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA), sous l'égide du Commissariat au Développement Institutionnel (CDI) et avec l'appui financier de l'Ambassade de France.

Convaincu que la gouvernance démocratique au Mali doit être repensée, cette stratégie s'articule autour de quatre thématiques majeures :

- **Les élections ;**
- **La réconciliation nationale ;**
- **La gouvernance sécuritaire ;**
- **La relance économique.**

La première de ces quatre thématiques a fait l'objet de deux fora - à *Ségou* puis à *Bamako* - sur le thème : « **enjeux et stratégies d'accompagnement du processus électoral pour réussir les élections 2013** »¹. Les recommandations issues de ces réflexions ont été transmises aux autorités et acteurs impliqués dans la mise en œuvre du processus électoral.

S'agissant de la deuxième thématique, le FMA a convié l'ensemble des catégories d'acteurs - à *Mopti*² puis à *Bamako* - à réfléchir collectivement sur le thème « **Pour une paix durable au Mali : quelles approches de réconciliation nationale ?** ». Le forum national réuni à cet effet est donc la 11^{ème} séance du FMA³ depuis 2008, et la deuxième activité dans la mise

¹ Cette réflexion collective est la dixième du genre organisée par Le Forum Multi-Acteurs depuis juin 2008.

² Le Forum régional s'est tenu à Mopti les 25 et 26 avril 2013.

³ Le FMA, de juin 2008 à mai 2013, est à sa onzième séance de réflexion sur les problématiques de gouvernance au Mali. Les dix premières ont porté sur les thèmes suivants : 1) l'Accès aux services publics de base ; 2) L'accès à la justice, le droit des citoyens : accès au foncier ; 3) Le processus électoral au Mali ; 4) La gouvernance de l'aide au Mali ; 5) Education et citoyenneté pour le renforcement de la démocratie ; 6) Les OSC au Mali, contre pouvoir ou substitut ? ; 7) Paix Stabilité, quelle gouvernance de la sécurité ? ; 8) La fiscalité ; 9) L'Etat au Mali : fonctionnalité, capacité et crédibilité ; 10) Enjeux et stratégies pour réussir les élections de 2013.

en œuvre de la stratégie de sortie durable de crise. Il se propose d'organiser un débat inclusif ayant trois objectifs principaux:

- Comprendre les causes profondes de la crise ;
- Donner des éléments favorisant la vérité, la justice et la réparation dans le cadre d'une justice transitionnelle;
- Définir des garanties de non récurrence.

Pour une sortie durable de crise, l'ensemble des maliens sont unanimes à reconnaître la nécessité du rétablissement de la cohésion sociale et de la concorde entre les communautés. Dans ce cadre, différentes voies sont explorées par les acteurs pour une véritable réconciliation nationale, en s'inspirant d'expériences similaires mais surtout en puisant dans le génie propre du peuple Malien, en valorisant le patrimoine social et culturel du pays.

C'est dans ce contexte qu'une Commission Dialogue et Réconciliation fut mise en place pour conduire ce processus.

L'enjeu est de construire un soutien populaire large autour de cette initiative par une clarification des défis et l'information des populations. En effet, cette dynamique de réconciliation nationale doit être soutenue par une lecture stratégique de la gouvernance sécuritaire, politique, administrative et même économique, afin de définir les alternatives possibles pour restaurer l'autorité de l'Etat et reconstruire le « vivre ensemble».

Parmi les alternatives évoquées, la justice transitionnelle avec ses quatre piliers (le droit à la vérité, le droit à la justice, le droit à la réparation et le droit aux garanties de non-récurrence) est présentée par de nombreux acteurs comme un instrument approprié pour aboutir à une véritable réconciliation.

1.2. Objectifs et résultats de la séance

1.2.1. Objectifs :

Le forum national vise à atteindre les objectifs suivants :

- Ouvrir le débat multi-acteurs sur la réconciliation en orientant les échanges vers une meilleure compréhension de la problématique des rebellions répétitives auxquelles le Mali est confronté depuis l'Indépendance;
- Diagnostiquer et analyser les causes profondes de la crise politico-institutionnelle de 2012, les acteurs, leurs rôles et responsabilités, les conséquences des exactions commises sur les populations dans les zones occupées ;

- Cerner les défis, les préoccupations des communautés affectées par la crise et les effets des exactions commises sur les victimes ;
- Identifier des pistes de solution pour aider à la réparation des dommages causés aux populations afin de redonner un sens au « vivre-ensemble » entre les communautés du Nord du Mali et entre elles et le reste de la communauté.
-

1.2.2. Résultats attendus

Les résultats ci-dessous sont attendus :

- Les causes fondamentales des rebellions répétitives sont identifiées pour mieux éclairer l'opinion publique, et faciliter l'identification de solutions pertinentes et pérennes ;
- Les différentes communautés expriment leurs points de vues sur les dommages et exactions subies par les populations et définissent les principaux défis à relever pour aboutir à une véritable réconciliation nationale ;
- Des pistes de solution sont identifiées pour une véritable réconciliation et ainsi sauvegarder le « vivre-ensemble » au Mali ;
- Des mesures institutionnelles conformes aux aspirations des communautés, et compatibles avec les exigences d'un Etat républicain sont proposées pour aider à la restauration de l'Etat au Mali et principalement dans les régions du Nord.

II. DEROULEMENT ET RESULTATS DES TRAVAUX

2.1. Cérémonie d'ouverture

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants à la onzième (11^{ème}) séance du Forum Multi-Acteurs sur la Gouvernance au Mali, la Coordinatrice du Forum Multi-acteurs, rappelle les activités menées par le Forum Multi-acteurs depuis sa création. Puis, elle présente les objectifs de la séance et laisse la parole au Secrétaire général de la Commission Dialogue Réconciliation qui préside la cérémonie d'ouverture au nom du Président empêché.

Le Secrétaire général de la Commission Dialogue réconciliation, souligne que les objectifs de cette séance cadrent bien avec les missions assignées à la Commission qui a été créée suite aux multiples crises que traverse le pays depuis Janvier 2012. Il précise alors les missions de la commission et son organisation. En conclusion, il invite les participants à des échanges fructueux et leur confirme que leurs travaux seront utiles pour relever les nombreux défis auxquels se trouve confrontée la Commission.

Au nom de l'Ambassadeur de France, le Chef du Service de Coopération et d'Action Culturelle salue l'ensemble des participants. Il témoigne de l'utilité et de la crédibilité de cet espace de débats multi-acteurs en faveur d'une meilleure gouvernance démocratique au Mali. Au regard des résultats satisfaisants déjà obtenus, il confirme le soutien de l'Ambassade de France à cette initiative.

L'ouverture de la onzième (11^{ème}) séance du FMA, est prononcée par le Secrétaire Général du Ministère du Travail et de la Fonction publique et des Relations avec les Institutions aux côtés du Commissaire au Développement Institutionnel. Il confirme que l'engagement du FMA sur les questions de paix et de réconciliation est réellement en phase avec les défis auxquels le pays se trouve confronté et qui figurent dans la Feuille de Route du Gouvernement. Au regard des enjeux considérables pour le Mali, il invite les participants à des débats francs, constructifs et efficaces afin de mieux comprendre les causes profondes de la crise et formuler des propositions concrètes susceptibles d'aider tous ceux qui se sont investis dans la réconciliation et la consolidation de la paix. Il confirme bien tout le soutien du Ministre du Travail et de la Fonction publique, dans ce processus de réflexion pour une sortie durable de la crise.

Tout en souhaitant bons travaux aux participants, il déclare ouverte la séance du Forum national sur le thème : « **Pour une paix durable au Mali : Quelles approches de Réconciliations nationales** ».

2.2. Présentation des Participants

La onzième séance du Forum Multi-Acteurs, vu l'importance et la pertinence de la thématique, connaît une participation record. Une centaine de personnes sont mobilisées pour ce Forum national avec une grande diversité socioprofessionnelle et ethnique. Des hautes notabilités de toutes les communautés du nord : Arabe, Touareg, Bellahs sont représentées en grand nombre (Cf. Liste des participants en Annexe...). On note la présence des plus hautes autorités de l'Etat (Ministères du Travail de la Fonction Publique et des Relations avec les Institutions, des Affaires Religieuses et des Cultes, de la Justice, de la Défense et des Anciens Combattants, de la Sécurité intérieure et de la Protection civile, le Commissariat au Développement Institutionnel, la Commission Dialogue et Réconciliation. Sont également représentés : les Organisations de la société civile, les élus communaux, les représentants des autorités traditionnelles et religieuses, les déplacés du site de Sévaré, les Partenaires techniques et financiers. En raison du nombre élevé de participants, il est décidé, en lieu et place d'un classique tour de table, que chaque intervenant dans les débats décline son identité avant de prendre la parole

2.3. Exposés thématiques et débats

Pour introduire les débats, trois communications liminaires et les résultats du regard croisé réalisé par l'équipe de l'ARGA sont présentés. Ces communications ont pour but d'introduire le débat en donnant des informations permettant une meilleure compréhension de la crise, et l'identification de solutions possibles pour une véritable réconciliation nationale.

La première communication présentée par Zeidan Ag Sidalamine porte sur « **la Problématique de la réconciliation nationale dans le contexte de la crise malienne** »

Les points suivants sont évoqués :

- L'historique des différentes rebellions au Mali depuis l'indépendance ;
- L'analyse du pacte national et des différents accords ;
- Les Propositions de solution pour une sortie de crise.

La deuxième communication présentée par Monsieur Boubacar Ba porte sur « **l'expérimentation de la justice transitionnelle et les initiatives pour la réconciliation nationale au Mali** »

Les points ci-dessous sont développés :

- L'historique de la crise Malienne ;
- L'option de la justice transitionnelle : les principaux piliers et le processus de mise en œuvre
- Les dynamiques et interactions entre la justice transitionnelle et la réconciliation nationale
- Les liens possibles entre les différents mécanismes/instruments (modernes, légaux, traditionnels), arrangements institutionnels politiques, juridiques, sociaux, etc. qui peuvent contribuer à la réconciliation des cœurs, des esprits pour une paix et un développement durable au Mali.

Le regard croisé de différents acteurs de l'administration, de la société civile et des personnes déplacées fait ressortir différents points de vue sur :

- les causes de la crise Malienne,
- les défis qui se posent au Mali et,
- des propositions de solutions pour une réconciliation nationale.

Enfin, la synthèse des travaux du Forum régional de Mopti qui avait pour but de faire remonter les aspirations des populations locales, est présentée par le Préfet de Bankass qui met l'accent sur les points suivants : les causes de la crise et les acteurs identifiés, la convoitise de la zone par les puissances occidentales, la faiblesse de l'Etat et son corollaire de mauvaise gouvernance, la mauvaise gestion des projets au nord du Mali et les propositions formulées au cours de ce forum local. La plupart de ces résultats sont repris dans les conclusions du Forum national au point 3.

2.4. Résumé des observations et des préoccupations.

Ces présentations donnent lieu à des débats très enrichissants autour des éléments suivants :

- L'importance de faire la différence entre la rébellion de 2012 et les précédentes. Au cours de la dernière rébellion, ce sont des groupes armés qui ont pris les armes contre des casernes (les bases militaires) et non pour se battre contre telle ou telle communauté.
- L'existence de conflits internes entre certaines communautés du Nord

- Le fait que l'Etat a accepté signé un accord avec un groupuscule d'individus sans impliquer les communautés (une approche contraire à celle qui doit être utilisé lors des négociations futures)
- L'importance de revisiter les éléments du Pacte National sur lesquelles des échanges sont possibles pour la résolution de la crise actuelle.
- L'inexistence d'une revendication territoriale dans le Pacte National
- La nécessité de faire référence aux divers canaux traditionnels de résolution des conflits.
- La gestion des milices à caractère ethnique (Gandakoi, Ganda Izo etc) qui existent au Nord du Mali
- La nécessité de prendre au sérieux le problème de la gouvernance locale dans le pays
- L'implication croissante des religieux dans la gestion des affaires publiques du pays
- L'esprit de supériorité de certaines communautés par rapport à d'autres.
- La nécessité de revisiter la culture, surtout celles des communautés vivant dans les régions du Nord pour résoudre la question des « peaux noirs » et des « peaux blanches »
- Le problème d'emploi, de chômage qui incite notamment des jeunes sans espoir à se livrer au trafic de drogues, au terrorisme et à la rébellion.
- La nécessité d'adopter une approche inclusive de toutes les communautés du nord dans la gestion des problèmes de leur terroir
- L'utilité de concevoir des programmes de développement qui répondent aux vrais besoins/aspirations des populations
- L'implication de l'ensemble des Maliens dans le processus de réconciliation nationale
- La nécessité d'accorder une attention particulière à la mise en place des organes de la justice transitionnelle.

2.5. Synthèse des travaux de groupes

Suite aux débats autour des communications, les participants, répartis en trois groupes de travail, approfondissent les réflexions sur les causes des rébellions répétitives et les défis associés, les éléments favorables à l'expérimentation de la justice transitionnelle.

2.5.1. Synthèse des travaux du groupe 1 : Causes de la crise

Les causes identifiées sont structurées en causes globales, sécuritaires, sociologiques, économiques et géostratégiques.

Les causes globales

- La présence faible et discontinue de l'Etat avec une inadéquation réelle entre son déploiement territorial et l'étendue du territoire malien.
- La non implication des acteurs autres que le gouvernement dans la conclusion des accords de paix
- La sous information des acteurs maliens et des populations sur les accords de paix
- La faible production de connaissances sur les diversités sociétales au Mali
- La non prise en compte des spécificités territoriales et socio-culturelles dans la structuration, les politiques, les stratégies et les modalités d'intervention de l'Etat
- La militarisation de l'administration dans le Nord
- L'état de dénuement de l'Administration et son incapacité à produire une action publique performante
- La non concordance entre les logiques institutionnelles et les dynamiques territoriales (centralisation, approche par le haut)
- La mauvaise gestion de la première rébellion de 1963, notamment à travers le choix de la répression
- Les capacités stratégiques et opérationnelles limitées de l'Etat en matière de conclusion et de mise en œuvre des accords de paix
- La non effectivité de la décentralisation
- La passivité des acteurs non étatiques dans la gestion des affaires publiques
- La faiblesse de l'Etat de droit (l'impunité et l'entretien de la corruption)

Causes sécuritaires

- La faible présence de l'Armée avec la fermeture progressive des postes militaires au Nord
- Le traitement discriminatoire des ex - rebelles dans l'armée, en violation des textes qui régissent les forces armées et de sécurité
- L'affaiblissement de la vocation et de l'engagement des forces de défense et de sécurité
- Le sous équipement et l'insuffisance de formation des forces de défense et de sécurité
- Les litiges latents dans la délimitation des frontières et leur porosité.

Causes sociologiques

- Les perceptions négatives attachées à Kidal du fait de son maintien comme zone pénitentiaire et des rigueurs de conditions de vie (enclavement, facteurs climatiques etc.)
- Le Racisme : la couleur de la peau, les rivalités entre les tamasheqs et les arabes, l'esprit de supériorité des peaux blanches ;
- Les rancœurs et les frustrations liées aux exactions et aux dérives de l'armée et des bandes armées
- La forte prégnance des légitimités traditionnelles sur les sociétés locales et les difficultés de leur prise en compte dans le dispositif institutionnel, le partage du pouvoir et la construction de la démocratie
- Les relations parfois difficiles entre les communautés du nord
- L'existence des idéologues de la rébellion
- L'inadéquation entre l'action publique (politique, institutionnelle) et les modes de vie nomades
- L'absence d'une politique nationale d'intégration des populations maliennes pour construire et consolider la nation

Causes économiques et sociales

- L'état de pauvreté économique du pays et particulièrement des régions du nord
- Le chômage et la vulnérabilité des populations et particulièrement des jeunes
- Les difficultés d'accès aux services sociaux de base et aux services administratifs
- L'enclavement du Nord
- Le caractère lucratif de la rébellion avec les différents trafics et les possibilités de promotion dans l'appareil d'Etat et dans l'armée (voir les différents accords)

Causes géostratégiques

- Environnement immédiat du pays favorable à la prolifération des armes et à la circulation des combattants potentiels
- Mauvaise gestion de l'accueil des combattants venus de la Lybie (non désarmement etc.)
- convoitise des ressources naturelles de la bande sahélo saharienne
- Prolifération des trafics illicites de tout genre (armes, êtres humains, drogues etc.)
- Infiltration et occupation d'un espace important des régions du nord par des groupes prétendus islamistes (Aqmi, Mujao Ançar dine, etc.) et alliés (Mnla)
- Absence d'autorité et faible maîtrise des flux migratoires.
- Non contrôle de certains financements étrangers douteux.

2.5.2. Synthèse des travaux du groupe 2 : Les éléments favorisant la vérité, la justice et la réparation

Développer l'information et la communication pour :

- Sensibiliser les populations sur le processus « Vérité – justice - réparation »
- Sensibiliser les populations sur la nécessité et l'intérêt d'établir la vérité sur les différentes exactions commises
- Rassurer les populations sur leurs appréhensions et interrogations

Mettre en place un système accessible, crédible et efficace pour :

- Inciter les victimes à se faire connaître
- Recenser les victimes et les différentes exactions commises
- Identifier, poursuivre et juger les auteurs des crimes et exactions quels que soient leur statut et leur provenance, etc.

Prendre des mesures institutionnelles et concevoir des approches idoines

- Prendre toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives requises en vue d'établir la vérité, la justice et procéder à la réparation matérielle, morale et financière des préjudices subis par les victimes
- Renforcer et améliorer les Institutions juridiques existantes, les commissions de dialogues ou de réparation créés ou en cours de création, ainsi que les points d'appuis locaux pour l'identification des victimes des violences et la réparation des préjudices subies (exactions, pillages, viol,)
- User de toutes les voies pour exécuter les mandats d'arrêts internationaux
- Créer un tribunal Spécial pour les Femmes et les Enfants victimes de violences,
- Remembrer la commission dialogue et réconciliation pour plus de crédibilité et de représentativité, et inclure la dimension vérité
- Créer des cellules locales chargées du recensement des victimes et des exactions
- Impliquer les médias locaux et les communicateurs traditionnels
- Associer la Société Civile locale aux différentes négociations des localités en question

2.5.3. Synthèse des travaux du groupe 3 : Les garanties de non récurrence

Améliorer la gouvernance

- Organiser les états généraux du Mali pour renégocier le « vivre ensemble » et refonder l'Etat à partir d'une approche partant de la base pour arriver à une dynamique de paix durable;
- Réaffirmer et soutenir le caractère unitaire, laïc et républicain de l'Etat
- Approfondir la décentralisation pour l'adapter aux spécificités des territoires et aux réalités des sociétés locales
- Promouvoir une gouvernance vertueuse à travers le respect de l'éthique et des valeurs partagées
- Favoriser l'intégration des régions du Mali à travers l'éducation, les forces armées et de sécurité, la communication ;
- Promouvoir la culture de la citoyenneté, de la paix et de la non violence ;
- Développer un Programme de sensibilisation des populations pour développer un islam tolérant afin d'éviter à l'avenir tout recrutement local par des groupes djihadistes
- Renforcer les capacités des membres de la Commission Dialogue Réconciliation sur les techniques de négociation de la paix
- Insérer dans les programmes scolaires l'enseignement sur les notions de droits humains, de la citoyenneté, de la culture de la paix et de la non violence
- Assurer la présence effective et utile de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national
- Renforcer et améliorer les partenariats stratégiques avec les pays frontaliers et de la sous région

Promouvoir le développement

- Elaborer et mettre en œuvre des politiques de développement adaptées et performantes pour l'ensemble des régions du pays
- Améliorer la mise en œuvre, l'efficacité et la transparence des politiques publiques, notamment par l'implication des populations et de toutes les catégories d'acteurs
- Assurer la création de richesses et d'emplois, notamment en faveur des jeunes et des femmes
- Désenclaver les régions du nord et réhabiliter/reconstruire les infrastructures

Assurer la sécurité

- Refonder les forces de défense et de sécurité dans le cadre de l'Etat républicain
- Assurer la présence des forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire national

- Doter les forces et de sécurité d'équipements et de formation adaptés
- Démanteler et désarmer toutes les milices et bandes armées
- Favoriser la collaboration entre les forces de sécurité, les populations, les collectivités décentralisées et les autorités coutumières et traditionnelles
- Rendre opérationnel le mécanisme d'alerte précoce et de lutte contre la prolifération des armes de la CEDEAO

2.5.4. Valeurs : patriotisme, citoyenneté, sens de l'honneur et de la dignité, vérité, loyauté, culture de la paix et de la non violence, respect des droits humains, honnêteté

III. Cérémonie de clôture :

Avant que le représentant du Commissariat au Développement institutionnel clôture les travaux, la Coordinatrice du FMA remercie tous les participants, les communicateurs, les représentants de la région de la Mopti pour leur participation assidue aux travaux. Elle donne des informations sur les perspectives du Forum multi-Acteurs ; elle précise qu'il est envisagé de développer un nouveau programme dans lequel les fora seront délocalisés.

Ensuite, le représentant de la Commission Dialogue et Réconciliation Nationale, qui a suivi tout le processus de cette séance depuis Mopti, remercie, au nom du Président, les initiateurs de ce Forum et les participants qui à travers leurs réflexions fournissent des éléments utiles à la commission. Pour lui ce Forum a débroussaillé le terrain. Il a permis de dégager des pistes de solution que la commission va emprunter avec prudence.

Le Ministre Ousmane Sy, un des membres fondateurs du FMA, a tenu malgré ses multiples occupations à être présent à la cérémonie de clôture du forum pour féliciter les participants qui ont bien voulu échanger pendant deux jours sur ce thème qui lui paraît être une préoccupation pour tous les maliens. Il pose la question de savoir comment nous gérons nos diversités territoriale, ethnique... Il fait remarquer combien le présent forum est l'illustration de cette riche diversité. « Il faut qu'on fasse de nos valeurs des instruments de gestion de notre administration. Osons impulser ses valeurs de la diversité pour le bien être social des Maliens et pour une paix durable. Il faut qu'on envisage faire le Mali par le bas comme cela a été dit au cours des débats ». Pour finir, il exprime ses préoccupations quant aux conditionnalités posées par la Communauté internationale et les Amis du Mali dans le cadre du soutien au programme de relance économique.

Enfin, le Représentant du Commissaire au Développement Institutionnel Monsieur Boubacar Dicko remercie les participants au nom du Commissaire pour la qualité de leur participation. Il pense que tous les Maliens sont interpellés par la question de la paix et de la réconciliation nationale. Il ajoute que la mobilisation à cette séance est la preuve que tous les fils du pays sont déterminés à accompagner ce processus. Il termine en réaffirmant la volonté du CDI d'accompagner le FMA dans toutes ses initiatives de réflexion sur les thématiques de bonne gouvernance.

ANNEXES

Annexe1 : Programme du Forum

JOUR	HORAIRES	SESSION	MODERATION
Jour 1	08h30 – 09h00	Arrivée des participants et inscription	SP/ FMA
	09h00 – 09h30	Mot de bienvenue/ Objectifs/Présentation programme Allocution d’ouverture	Coordinatrice FMA Secrétaire général MFPRI
	09h 30 – 09h45	Pause-café	
	09h45 – 10 h 15	Première communication : Problématique de la réconciliation nationale dans le contexte de la crise	Zéidan
	10h15 – 10 h30	Présentation du regard croisé	ARGA-Mali
	10h30-11h00	Questions d’éclaircissement :	Participants
	11h00-11h30	Deuxième présentation : Justice transitionnelle	Boubacar BA
	11h30-11h45	Présentation de la synthèse du forum de Mopti	Représentant Mopti
	11h45-12h45	Débat général	Participants
	12h45 – 13h00	Constitution des groupes : 1. Justice et vérité 2. Réparation 3. Garantie de non récurrence	Modérateur
	13 h00 – 14 h00	Pause-déjeuner	
	14h00 – 15h 45	Travaux de groupe	
		15h45-16h00	Pause café
	16h00-17h00	Suite travaux de groupe/ préparation des synthèses)	
	17h00	Fin des travaux du jour 1	
Jour 2	09 h00 – 10h00	Finalisation des synthèses des des travaux de groupe en plénière et débats	Rapporteurs Participants
	10h00 – 10h30	Pause café/Préparation des conclusions finales du Forum national	Participants
	10h30 – 13h00	Restitution des travaux de groupe débats et adoption des rapports en plénière	Rapporteurs
	13h – 13h30	Cérémonie de clôture	<ul style="list-style-type: none"> - Mot de synthèse du modérateur - Intervention de la Commission nationale de dialogue et réconciliation - Mot de clôture du Commissaire au Développement Institutionnel

Annexe 2 : Mandat des travaux de groupe

Groupe 1 : Comprendre les causes de la crise pour mieux agir

1. Quels sont les causes des différentes rebellions au Mali ?
2. Quels sont les défis liés à la crise Malienne ?
3. Quelle sont les acteurs responsables ou en cause dans la crise malienne

Groupe 2 : Vérité, Justice et Réparation

- Comment faire pour établir la vérité sur les différents actes commis dans les zones occupées ?
- Quels traitements juridiques des auteurs des exactions, des pillages, des viols, etc. (les groupes armés, les groupes rebelles, etc.) ?
- Quels cadres juridiques et opératoires pour l'identification et la réparation des victimes des violences, des exactions, des pillages, des viols, etc. ?

Le groupe 3 : Garanties de non récurrence

- Quels mécanismes institutionnels mettre en place pour éviter de nouvelles rébellions et de nouvelles crises (quelle forme doit prendre la présence de l'Etat dans le Nord du Mali ? Quel type d'administration pour le Nord du Mali ? Comment démocratiser la gouvernance de la sécurité ?)
- Quelles mesures opérationnelles prendre pour le développement harmonieux des régions du Nord, en tenant compte de leurs spécificités dans un Mali un et indivisible ?
- Autres mesures de non récurrence et quelles valeurs pour un Mali Nouveau ?

**Annexe 3 : Liste des participants au Forum National sur la Paix et la Réconciliation
Nationale**

N°	Nom et Prénom(s)	Structures/Structures	Contacts+Téléphone)
1	Coulibaly Sory Brehima	ARGA-MALI	76308141
2	Coulibaly Assitan	FENACOF	78626295
3	Doumbia Sékou	FENACOF	20201271 fenacofmaliA208@yahoo.fr
4	Salla Ali	UNHCR	63158001
5	Cissé Baba Lamine	Regroupement IBK-Mali2012	64515545
6	Sidibé Modibo		
7	Togo Mamadou	Ginna Dogon(Président)	merepintogo@yahoo.fr 66790955
8	Diallo Mamadou	FDR	76155747
9	Guindo Barou	Gouvernorat du District de Bamako	76082760
10	Cissé Hamadoun Ammy		
11	Touré Abdourahamane	DELTAC	76304331/20203699
12	Traoré Ba	Espace-Djemu	76377606
13	Coulibaly Juliette	Gouvernorat du DB Conseillère Gouvernance urbain	77671801
14	Tangara Amidou	COPAM	amidoutangara@yahoo.fr 66548665
15	Maiga Moussa Adama	Déplacé	79401167

N°	Nom et Prénom(s)	Structures/Structures	Contacts+Téléphone)
16	Koné Mc Oumar	ADPS	65106942 omckoné@gmail.com
17	Touré Tata	Présidente de la Coordination régionale de la Société Civile de Mopti	76145983
18	Berthé Safiatou	APEM	66842307
19	Maiga A Cheli	MARC	76128313
20	Koné Moussa	MDTDM	66033532
21	Touré Oumar	Société Civile Notabilité de Bamako	67410137
22	Dembélé Issa	CRI 2002	76417958
23	Sall Abdoulaye	CRI 2002	66711561
24	Diabaté Diawoye	RECOTRADE	76474787\69332633
25	Traoré Boubacar	Association DJOYORO. FA	73662576
26	Sangho Mahamadou Bouar	REPSFECO	73011650
27	Fievet Patrick	CT Ministre de la justice	77286253
28	Crabett Didier	CDI	Didier.crabett@gmail.com
29	Ba Boubacar	PGPSP	74184581
30	Diakité S Amadou	MSIPC	66738191
31	Traoré Néné Konaté	ARGA-MALI FMA	Nene.konate12@gmail.com
32	Ahmed Mohamed	AITMA	76428257 lyor2002@yahoo.fr
33	Saganogo Noumoussa	FOSC	76414661
34	Konaré Sékou	Conseiller technique du Ministère de la Justice	sekoukonare2005@yahoo.fr 76300786
35	Dicko Boubacar	CDI	76468757

N°	Nom et Prénom(s)	Structures/Structures	Contacts+Téléphone)
36	Traoré Boubacar	Déplacé de Sevaré	75049470
37	Bayes Ag Mohamed	Maire de Ménaka	79337974
38	Sibeyti Ag Akado	Conseil national de la communauté Bellah	66116757
40	Dicko Moussa FutazoumeAg	Conseil National de la communauté Bellah	66768523 funtazoumem@yahoo.fr
41	Dakouo Moussa	Diplômé sans emploi	78650412 dakouomoussa@yahoo.fr
42	Diarra Moussa	AJA-MALI	76271919
43	Diarra Ramatou Keita	FENACOF-MALI	76029958 Fenacofmali1208@yahoo.fr
44	Ouologuem Abdou Sékou	ARGA-MALI	79380154
45	Mohamed Oumar Ibrahim	CNCB	Mohamedoumar44@yahoo.fr
46	Sissoko F Sékou	CNS	79217111 sekoufantamadysissoko@gmail.com
47	Katilé Ousmane	OSC	75494570 ongmdrdev@gmail.com
48	Konaté Lassana Malick	Agent de RAVEC	73351320
49	Koné Sayon		79143816\66848635 Ksayon2000@gmail.com
51	Camara Amadou	GEFRAD	66715989
52	Diawara Koutia Mamadou	CSTM	79035980 diawarakoutia@yahoo.fr
54	Diarra Saran Keita	REPSFECO MALI	66744387 76477826 masarankd@yahoo.fr

N°	Nom et Prénom(s)	Structures/Structures	Contacts+Téléphone)
55	Zeidan Ag Sidalamine	Personne de ressource	70300703 agsidalamine@yahoo.fr
56	Dicko Issa	TUMAST	760478742 Issadicko2006@yahoo.fr
57	Koita Amadou	Délégation de Mopti	79420564 65720564
59	Diallo Ansary Rahamatou Wal	APCMM	66737494 77155388
60	Keita Raphael	AMDH	70966361\69113980
61	Fahad Ag Almahamoud	Kel Tamashek plate forme	76116969 tumaste@hotmail.com
62	Konaté Doulaye	Association des Historiens	66743326
63	Ongoiba Hamidou	Ginna Dogon	66716533 Amaser47@gmail.com
64	Adiawiakoye Sidi Mohamed	Elu et CPM	76023092 Ramatou2001@yahoo.fr
65	Oussou Mohamed Anetan	GRAIP (plate forme paix de Gao)	75035803
66	Coulibaly Fanta	Acte Sept	76335751 theatreutile@gmail.com
67	Maiga Fatoumata	AFIP	66783985 fatimafip@yahoo.fr
68	Coulibaly Boubacar A	MSI/PGP2	76075287
69	Traoré Pascal	Membre permanant du FMA	76316057/63437330
70	Camara Moussa	ENA	74656136/65552442
71	Falilou M Backé Cissé	CR/ARGA	+221775550161 falilou@afrique-gouvernance.net

N°	Nom et Prénom(s)	Structures/Structures	Contacts+Téléphone)
72	Zarock Ag Inabnchad	CRT/PLATE FORME	66738071/76878780
73	Maiga Cheick Oumar	COSOCOA-MALI	66863186/76472420 Oumardia77@hotmail.fr
74	Badi ould Sdi Elmoctar	Maire d'Anefif	76862923 Anefif-mairie@yahoo.fr
75	Dembélé Moussa	Association DTDM	74757442/66327534
76	Diakité Karim	MDTDM	76124830
77	Konaté Sékou	Conseiller technique de Ministère de la justice	76300786 Sekoukonare2005@yahoo.fr
78	Founeke Sissoko	Membre permanent	73131333/66729683
79	Geneviève Swedor	Coopération suisse	76605560 Genevieve.swedorosdc.com
80	Samake Mariam Sylla	Coopération suisse	76492486 mariam.sylla@sd.netCisse
81	Tegueté Amadou Bocar	Membre permanent	76475458/66733348 tekeamadou@gmail.com
82	Maiga D Mareau	MNFPUN	Mamanferfays10
83	Dravé Cheick Hamala	ASSACED	76316057-65729529
84	Coulibaly Boubacar	MSI\PGP2	76075287 bbacoulibaly25@yahoo.fr
85	Cissé Haoua	TEMENT	76209434 assawadanahaoua@yahoo.fr
86	Kampo Modibo	Forum des OSC	Mkampo1@yahoo.fr
87	Guindo Mohamed	CRENO	76051486
88	Dicko	COREN	76308810 abdoulayealbata@yahoo.fr

N°	Nom et Prénom(s)	Structures/Structures	Contacts+Téléphone)
89	Sidibé G Amadou	Commission Dialogue et Réconciliation	66784879 Sidibéamadou193@yahoo.fr
90	Koné Youssouf	PGP2\USAID	66733681 ykone@msiamali.com
91	Diarra Mahamadou	Coopération Canadienne	7408/4744 Mahamadou.diarra@uapmali.com
92	Dravé Hamala Cheick	ASSACED	7608612665729529
93	Baba Seid Bally	CRENO-MALI	babaseidbally@yahoo.fr
94	Mohamed Mahamoud EIOmany	Communauté Arabe du mali	76041977 oumrany@taoudeni.com
95	Ould Mataly Mohamed	Communauté Arabe du Mali	76081111 abidine cool@yahoo.fr
96	Mohamed Ould Mohamed Idriss	Communauté Arabe	76029345 Gao7@yahoo.fr
97	Fahad Ag Almahammoud	Plate Formeclck-tamashek	76116969 tusmaste@hotmail.fr
98	Maiga Mouna Adama	Déplacé de Mopti	79401167
99	Sanankana Bintou	Historienne	66754842
100	Maiga Cheick Oumar	COSOCOA-MALI	66863186\76472420 Oumardia77@hotmail.fr
101	Mohamed Ag Bays	Maire de Ménaka Plate Forme IT	79337974
102	Traoré Badou H	Magistrat	66750740
103	Touré Mahamed oussoumane	Coordinateur Programme paix à Gao	75035803
104	Diawara Mamadou Koutia	Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali (CSTM)	79035980

N°	Nom et Prénom(s)	Structures/Structures	Contacts+Téléphone)
			diawarakoutia@yahoo.fr
105	Berthé Safiatou	Réseau APEM	66842307
106	Koné Youssouf	MSI\PGP2	66733681
107	Kanté Mamadou	MSI\PGP2	20297207 mkante@msi-mali.com
108	Dembélé Issa	CT-CRI2002	67703562
109	Bengaly Abraham	Promotion des Droit de L'homme(PDH	
110	Coulibaly Bissiry	AMPRTPE	66900054 amrtpe@yahoo.fr
111	Dravé Cheick Hamala	ASSACED	76086126
113	Macko Abdoulaye	TEMED	76399005 ablomacko@hotmail.com
114	Tangara Amidou	COPAM FR	66948665 amidoutangara@yahoo.fr
115	Denon Sékou Amadou	Préfet de Bankass région de Mopti	
116	Touré Mariam	Amnesty International Mali	76434308 tmack@yahoo.fr
117	Mohamed Ag Ossade	Coopération Culturelle TUMAST	66782653 eatumast@yahoo.fr
118	Sallah Ali	UNHCR	63158001
119	Samake Fousseni	DG ENA	753180814
120	Touré Oumar	Société Civile	67410137
121	Yves GUEMARD	L'ambassade de France	44975762
122	Emile Jeannee	Union Européenne	44929292

N°	Nom et Prénom(s)	Structures/Structures	Contacts+Téléphone)
123	Olivier Hack	Union Européenne	74247739
124	Sangho B Mahamadou	REPSFECO	73011650
125	Mohamed Oumar Ibrahim	Conseil National des BELLAH	Mohamedoumar44@yahoo.fr
126	Touré Abdourahamane	DELTA C	76304331\20203699
127	Dicko Abdoulaye Albadia	COREN	66748919
128	Dicko Boubacar	CDI	76468757
129	Gakou Fanta Camara	PADEC	66715164gakoufanta@yahoo.com
130	Oulematou Sow	FENACOF-MALI	66717346